

Un colloque sur l'égalité dérange des féministes

ÉGALITÉ DES GENRES Une rencontre organisée par la Fédération Wallonie-Bruxelles fait débat

► Certains invités de l'événement intitulé « Égalité femmes-hommes : où en est-on ? » irrité.
► Une carte blanche, forte de 164 signataires, déplore une tendance à questionner le mouvement #metoo plutôt qu'à lutter concrètement contre les violences faites aux femmes.

Violences faites aux femmes, pour ou contre ? L'intitulé de la carte blanche portée par un collectif de plus de 150 signataires joue évidemment la provocation. Par cette opinion, que *Le Soir* publie ce jour (ci-dessous), les deux initiatrices, Irène Kaufert, militante féministe, et Laurence Rosier, professeure de linguistique à l'ULB, auteure notamment de l'ouvrage *De l'insulte... aux femmes*, entendent dénoncer la tenue d'un colloque au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

« Égalité femmes-hommes : où en est-on ? » : telle est la question que pose l'événement qui se tiendra le 7 mars, veille de la Journée internationale des droits des femmes. Jusque-là, rien que de très banal. Mais c'est le premier panel qui dérange les quelque 164 signataires de cette tribune, parmi lesquelles des militant.e.s fémi-

nistes mais aussi des professeur.e.s d'université ou des personnalités médiatiques. Y est organisé un débat autour de l'affaire Weinstein et du mouvement #metoo, auquel sont conviés Béra Ercolini (journaliste, fondatrice du mouvement « Touche pas à ma pote »), Sandra Muller (initiatrice du hashtag #balancetonporc), Martine Storti (philosophe et écrivaine féministe), mais surtout Raphaël Enthoven et Anne Morelli. Le philosophe français a fréquemment, dans ses chroniques sur Europe 1, alerté sur les risques de « dérives » du mouvement #balancetonporc, tandis que la professeure de l'ULB est signataire de la fameuse tribune proclamant la « liberté d'importuner » parue dans *Le Monde*.

Du côté du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on regrette qu'un espace de dialogue n'ait pas été ouvert au préalable, afin de discuter des objectifs du colloque. Plusieurs signataires avaient été convié.e.s à ce colloque, avant de décliner et d'apporter leur soutien à la carte blanche. D'autres personnalités médiatiques, comme Raphaël Glucksmann, plébiscité par les signataires de la tribune, n'ont pas donné suite à l'invitation. « L'objectif n'est nullement de remettre en cause l'action du secteur associatif, ni la légitimité du mouvement #metoo et de la lutte pour l'égalité de genre, insiste Cécile Marquette, porte-parole du Parlement de la FWB. Sur cette question, revenir sur l'actualité nous paraissait un angle d'attaque pertinent. Nous souhaitons précisément

sortir des invectives, aller au-delà des positions clivantes pour voir ce qui se joue dans les rapports entre hommes et femmes aujourd'hui, après l'affaire Weinstein. »

Défenseur de l'égalité

Quant à la question « Jusqu'à quel point une femme doit-elle tolérer des comportements déplacés ? », lue dans une présentation non publique du colloque, et dénoncée par les signataires, le service presse du parlement oppose qu'il s'agissait d'une note de travail. Les organisateurs rappellent que le parlement se veut depuis toujours fervent défenseur de l'égalité. « Les interlocuteurs sont invités dans le cadre d'un débat contradictoire, ajoute enfin Cécile Marquette. Ce qui nous semble l'ADN d'un parlement et d'un débat démocratique. »

La ministre des Droits des femmes, Isabelle Simonis (PS), n'était pas à la manœuvre du colloque mais prendra part au second panel, portant sur des expériences concrètes en faveur de l'égalité. Sollicitée pour réagir à la carte blanche, elle signale simplement qu'elle « soutient le dynamisme des associations et mouvements de femmes qui dénoncent régulièrement les propos et attitudes sexistes encore trop souvent véhiculés au sein de notre société ». Et que, concernant ce colloque, elle a « répondu à l'invitation du Parlement à un débat démocratique, l'institution ayant par ailleurs régulièrement démontré son engagement en faveur des droits des femmes ». ■

la carte blanche

Un collectif de 164 signataires

Violences faites aux femmes : pour ou contre ?

Le colloque « Égalité femmes-hommes : où en est-on ? », organisé le 7 mars par le Bureau du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'occasion de la Journée internationale des luttes pour les droits des femmes, a suscité cette carte blanche, forte de 164 signataires, qui déplore le manque de diversité des intervenants et une tendance à questionner le mouvement #metoo plutôt qu'à lutter concrètement contre les violences faites aux femmes.

Egalité femmes hommes : où en est-on ? Tel est l'intitulé du colloque organisé le 7 mars par le Bureau du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'occasion de la Journée internationale des luttes pour les droits des femmes. Si l'on se réfère à la présentation du colloque et à la liste des intervenant.e.s, la réponse est simple : on n'en est nulle part.

Pour commencer par le choix

des invité.e.s : un simple survol des noms aboutit à constater la totale absence de diversité : l'égalité ne concernerait-elle pas les femmes de toutes origines ?

Plus en détail, regardons l'organisation de la journée : le panel numéro deux prévoyait

certaines de réunir la ministre Isabelle Simonis (qui a l'égalité dans ses compétences), ainsi que des représentantes d'associations (dont certaines ont depuis décliné l'invitation). Mais l'on peut se poser de sérieuses questions quant à la composition du premier panel. Car il peut paraître étrange qu'en cette veille de 8 mars qui, cette année, met à l'honneur les activistes rurales et urbaines (thématique Nations unies), le parlement de la FWB trouve pertinent de « discuter » le mouvement #MeToo : en se demandant s'il n'est pas l'indice d'un féminisme qui exprime « la haine des hommes » (position exprimée dans la tribune des 100 parue en janvier et signée

notamment par la professeure historienne Anne Morelli) ou s'il ne signifie pas que « Les nouveaux censeurs progressistes nous préparent un enfer » (Raphaël Enthoven dans *Le Figaro* en janvier), pour citer deux des invité.e.s.

La FWB trouve donc pertinent d'inviter le philosophe médiatique Raphaël Enthoven. Dans le mouvement « Balance ton porc », il est l'un de ceux/celles qui voient d'abord les risques de « délation », bien que très peu de noms aient été « balancés ». Il donne de manière constante son

« Un simple survol des noms aboutit à constater la totale absence de diversité »

avis sur ce que les féministes « devraient faire », voire devraient penser, si bien que certain.e.s ont rebaptisé ironiquement sa chronique matinale sur Europe 1 « Les féministes se plantent ». Si le souhait de la FWB était de prendre un peu de hauteur face à ce mouvement qui bouleverse les rapports de pouvoir, n'y avait-il pas des personnalités plus compétentes en la matière, et notamment des philosophes femmes ? Car oui, les femmes ne se contentent pas de « balancer » ou de militer, elles réfléchissent et ouvrent des perspectives d'actions aussi, malgré une certaine invisibilité médiatique, et le 8 mars est une bonne occasion de le rappeler (nous pensons notamment à Geneviève Fraisse, qui analyse les récents mouvements féministes sous l'angle politique, ou

Manon Garcia, qui déconstruit la notion de consentement...). Et si le souhait du parlement était de donner aussi la parole à des

hommes, pourquoi ne pas inviter un féministe (par exemple l'un des signataires de la tribune #WeToo, avec un autre Raphaël, Glucksmann cette fois) ?

Le parlement de la FWB trouve approprié de poser, dans sa présentation (non publique) aux possibles intervenant.e.s, cette question : « Jusqu'à quel point une femme doit-elle tolérer des comportements déplacés ? » Imagine-t-on un débat sur l'égalité entre personnes blanches et non blanches, où l'on s'interrogerait sérieusement pour savoir

« N'y avait-il pas des personnalités plus compétentes en la matière, et notamment des philosophes femmes ? »

« Un "débat contradictoire", comme si la parole

des femmes, à peine "libérée", devait déjà être mise en question. »

jusqu'à quel point les secondes « doivent tolérer des discriminations » ? Imagine-t-on, lors de la journée contre l'homophobie, d'inviter un.e philosophe qui nous expliquerait que l'homophobie est certes condamnable, mais que les LGBTIQI exagèrent et que bientôt on ne pourra plus se déclarer hétérosexuel.le ?

Interpellée, la FWB plaide pour un « débat contradictoire », comme si la parole des femmes, à peine « libérée », devait déjà être mise en question. À quand un débat intitulé « *Violences faites aux femmes : pour ou contre* » ?

Tout cela va à l'encontre d'autres positions prises par la

FWB, comme le projet Alter-Egales ou la signature de la Convention d'Istanbul par laquelle les autorités s'engagent, à leurs différents niveaux, à lutter contre les violences faites aux femmes. Vouloir mettre l'accent sur les supposées « dérives » de cette lutte – dérives jusqu'ici surtout fantasmées – participe d'un « backlash » (un retour en ar-

rière) qui permet de masquer l'objectif principal : mettre fin aux violences. S'il y a bien un sujet qui mérite toute l'attention d'un parlement à l'occasion du 8 mars, c'est la mise en place de mesures concrètes de prévention et de lutte contre ces violences.

Heureusement, le mouvement féministe est bien plus riche, plus plein de ressources (autres que matérielles, qui manquent cruellement), plus diversifié, plus vivant, allant de l'avant. Et ses luttes ne se limitent pas au 8 mars et à la période attenante, elles vont se poursuivre tous les jours de l'année, et concerneront tous les domaines, de l'éducation à la justice. ■

ANNE MORELLI

« Femme de débats »

Sollicitée par la rédaction, l'historienne et professeure de l'ULB Anne Morelli réagit. « Je suis étonnée que certaines "féministes" aient refusé de participer au débat prévu au parlement de la Communauté française et auquel je serai présente. Le débat ne portera évidemment pas sur la légitimité de la violence faite aux femmes (!) mais sur la définition de la violence, sur ses degrés de gravité, les sanctions, les droits de la défense. Je suis femme de débat. J'ai dialogué publiquement avec M^{re} Léo-

nard et Tariq Ramadan. Pourtant nous étions loin d'être sur la même longueur d'ondes ! Le refus de débattre et d'argumenter est l'essence même de l'intolérance.

C'est incroyable de me présenter comme "anti-féministe" alors que depuis les années 80 je donne à l'ULB un cours qui a alerté plus de 5.000 étudiant(e)s sur l'aliénation des femmes, la domination masculine, le patriarcat. (NDLR : les nombreuses autres activités et publications dont témoigne Anne Morelli pour appuyer son propos se trouvent sur www.lesoir.be) J'ai préféré à la délation l'éducation. Les féminicides du quotidien m'inquiètent davan-

tage que la main aux fesses des milliardaires américaines de Hollywood. Les femmes qui vivent avec le détricotage de la Sécurité sociale, des violences économiques sont ma préoccupation première. Avec "MeToo", le capitalisme, qui crée cette fragilité des femmes, n'a rien à craindre. Les dénonciations spectaculaires de cette campagne "made in USA" créent une vague d'indignation qui retombe rapidement et n'affecte pas le système de pouvoir au profit des hommes dans tous les secteurs de la société, contre lequel je lutte depuis très longtemps et continuerai de lutter. »

RAPHAËL ENTHOVEN

« Croyez-moi : il y a plus misogynie que moi ! »

Sollicité par la rédaction, le philosophe et chroniqueur Raphaël Enthoven nous a fait parvenir cette réaction.

« J'ai toujours présenté "Balance ton porc" comme une libération. Et discuté cordialement de ses méfaits et de ses vertus avec Sandra Muller – à l'origine du mot-clef. Je me suis maintes fois élevé contre

les violences faites aux femmes, en France et dans le monde entier. J'ai dénoncé l'élection de Miss France comme une œuvre sexiste, fustigé la Une des Inrocks avec Bertrand Cantat, préfacé

le livre de Marlène Schiappa sur la "culture du viol"...

Croyez-moi : il y a plus misogynie que moi ! »

Raphaël Enthoven n'en met pas moins en garde : « "Balance ton porc" comporte aussi un risque d'amalgame et de chasse aux sorcières. Le fait

qu'on range dans la même catégorie des dragueurs lourdingues et des prédateurs organisés en témoigne suffisamment. Le dire n'est pas combattre ce slogan, mais le préserver de son dévoiement – comme Camus préservait la révolte du péril révolutionnaire. Comment protéger "Balance ton porc" de celles qui lui nuisent, paradoxalement, en refusant qu'on le critique ? C'est tout le sens de mon travail. »

Les signataires de cette

tribune voient dans l'organisation d'un débat contradictoire « le signe que la parole des femmes devrait être mise en question » ? « Comme si débat contradictoire signifiait pour ou contre la violence envers les femmes... Ce faisant, ils/elles confondent opposition et contradiction. Un débat contradictoire, c'est un exercice délicat où il s'agit d'utiliser la raison, et non d'avoir raison de l'autre. C'est un échange où l'on met la vérité en partage, au lieu de la détenir. »